

Les augmentations de 3 F au 1er mai 1980 et de 3 F au 1er mars 1981 prévues à l'article 3 sont également réduites aux pourcentages ci-dessus.

III. Rattachement des salaires à l'indice des prix à la consommation.

Art. 5. Les salaires horaires minimums fixés aux articles 2 et 4 ainsi que les augmentations de salaires effectivement payés prévues à l'article 3, sont rattachés à l'indice des prix à la consommation, conformément à la convention collective de travail du 16 juin 1980, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, concernant le rattachement des salaires à l'indice des prix à la consommation.

Ils correspondent à la tranche de stabilisation 137,44 inclus — 141,19 exclus, telle que celle-ci résulte de l'application de la convention collective de travail précitée.

Le montant de 3 F du 1er mars 1981 est mis en regard de la tranche de stabilisation en vigueur à cette date.

IV. Validité.

Art. 6. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er mai 1980 et cesse d'être en vigueur le 1er mai 1982.

Le 1er mai 1982, elle est prorogée par tacite reconduction pour une période d'un an, sauf dénonciation par une des parties, signifiée au plus tard trois mois avant l'échéance de la convention collective de travail, par lettre recommandée à la poste adressée au président de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 3 avril 1981.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

R. DE WULF

F. 81 — 1739

Arrêté royal du 10 août 1981 modifiant l'arrêté royal du 10 août 1978 déterminant la formation complémentaire imposée aux chefs des services de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail et à leurs adjoints. — Errata

Moniteur belge n° 171 du 8 septembre 1981, p. 11177 :

— Dans le texte français de l'article 3, alinéa 2, 7e ligne, lire :

« ... supérieur technique ou supérieur agricole ... », au lieu de : « ... supérieur agricole ... ».

— Dans le texte néerlandais de l'article 3, alinéa 2, 7e ligne : supprimer la virgule après « technisch ».

MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE ET MINISTÈRE DES FINANCES

F. 81 — 1740

4 SEPTEMBRE 1981. — Arrêté royal instituant, pour la Région bruxelloise, une intervention dans le principal et dans les charges des prêts hypothécaires, contractés par des particuliers en vue de l'acquisition d'une habitation qui n'a jamais été occupée

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979, notamment l'article 2, 2°;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières de la politique d'expansion économique régionale et de la politique industrielle et énergétique où une politique régionale différenciée se justifie, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967, relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté royal du 5 octobre 1961, relatif au contrôle administratif et budgétaire;

De bij artikel 3 voorziene verhogingen met 3 F op 1 mei 1980 en 3 F op 1 maart 1981 worden eveneens herleid tot bovenstaande percentages.

III. — Koppeling van de lonen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen

Art. 5. De bij de artikelen 2 en 4 vastgestelde minimumuurlonen alsook de verhogingen van de effectief betaalde lonen voorzien bij artikel 3 worden gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 juni 1980 gesloten in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, betreffende de koppeling van de lonen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.

Zij stemmen overeen met de stabilisatieschijf 137,44 inbegrepen — 141,19 niet-inbegrepen, zoals deze voortvloeit uit de toepassing van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst.

Het bedrag van 3 F op 1 maart 1981 wordt vergeleken met de stabilisatieschijf die op deze datum van kracht is.

IV. — Geldigheid

Art. 6. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 mei 1980 en houdt op van kracht te zijn op 1 mei 1982.

Op 1 mei 1982 wordt zij stilzwijgend verlengd voor een periode van één jaar, behoudens opzegging door één der partijen, uiterlijk drie maanden vóór het verstrijken van de collectieve arbeidsovereenkomst, per een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 3 april 1981.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

R. DE WULF

N. 81 — 1739

Koninklijk besluit van 10 augustus 1981 tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 augustus 1978 tot vaststelling van de aanvullende vorming opgelegd aan de diensthooftden voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen en aan hun adjuncten. — Errata

Belgisch Staatsblad nr. 171 van 8 september 1981, blz. 11177 :

— In de Franse tekst van artikel 3, 2e lid, 7e regel, lezen :

« ... supérieur technique ou supérieur agricole ... » in plaats van : « ... supérieur agricole ... ».

— In de Nederlandse tekst van artikel 3, 2e lid, 7e regel : de komma weglaten na « technisch ».

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE GEWEST EN MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 81 — 1740

4 SEPTEMBER 1981. — Koninklijk besluit tot instelling, voor het Brusselse Gewest, van een tussenkomst in de hoofdsom en last van de hypothecaire leningen aangegaan door particulieren met het oog op het verwerven van een nog niet eerder betrokken woning

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet tot oprichting van de voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd op 20 juli 1979, inzonderheid op artikel 2, 2°;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de aangelegenheden inzake het beleid van gewestelijke economische expansie en van het industrieel en energiebeleid waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967, betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van subsidies;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1961, betreffende de administratieve en budgettaire controle;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et modifiées par la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 3, § 1er;

Vu la loi contenant le budget de la Région bruxelloise;

Considérant qu'une intervention dans l'emprunt en vue de l'acquisition d'un premier logement neuf, est une mesure nécessaire et urgente afin de contribuer à la relance dans le secteur de la construction;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Région bruxelloise, de Notre Ministre des Finances et de Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Comité ministériel de la Région bruxelloise,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'application du présent arrêté est limitée au territoire de la Région bruxelloise.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

a) **Ministre** : le membre de l'Exécutif de la Région bruxelloise qui a l'expansion économique dans ses attributions;

b) **Logement** : la maison ou l'appartement qui est destiné en ordre principal au logement d'une seule famille;

c) **Revenus** : les revenus passibles de l'impôt des personnes physiques, pour l'avant-dernière année précédant l'octroi du prêt, soit de l'emprunteur et de son conjoint si ceux-ci sont mariés à la date de la demande du prêt, soit de l'emprunteur s'il n'est pas marié à cette date.

Art. 3. Dans les limites des crédits budgétaires, le Ministre peut accorder, aux conditions fixées par le présent arrêté, une intervention dans le principal et dans les charges des emprunts contractés par des particuliers, en vue d'acquérir la propriété d'un logement qui n'a jamais été occupé.

Art. 4. A la date où l'organisme de crédit leur notifie la promesse d'octroi du prêt, ni l'emprunteur ni son conjoint ne peut posséder entièrement un autre logement en propriété ou en usufruit. Pour l'application de cette condition, il n'est pas tenu compte de l'aliénation d'une partie de la propriété ou de l'usufruit qui a été réalisée au cours des deux années précédant cette date.

L'emprunteur doit, en outre, s'engager à occuper avec sa famille la totalité du logement à acquérir et à y établir sa résidence principale dans les six mois de la date de l'acte de prêt, et ce pendant au moins cinq ans. Il ne peut, en outre, pendant le même délai, ni procéder à son aliénation ni le donner en location entière ou partielle. Cet engagement cesse de plein droit en cas de décès de l'emprunteur ou de son conjoint.

Ses revenus ne peuvent excéder la somme de 1 500 000 francs.

Art. 5. L'emprunt destiné à l'opération visée à l'article 3 doit atteindre un montant minimum de 1 000 000 de francs et avoir été contracté auprès d'un organisme de crédit public ou auprès d'un organisme assujéti à contrôle instauré par l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires.

L'intervention ne peut être consentie que pour autant que l'organisme ait délivré la promesse d'octroi du prêt après le 1er juillet 1981 et avant le 1er janvier 1983.

Art. 6. § 1. L'intervention dans les charges de l'emprunt est égale à :

1° une prime unique de 100 000 francs,

2° la différence entre :

— d'une part, la mensualité fixe, calculée sur base du taux d'intérêt réel net, qui est relative au remboursement en vingt ans de l'emprunt destiné à l'opération visée à l'article 3 et limité à un maximum de 2 000 000 de francs;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 en gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de wet houdende de begroting van het Brussels Gewest;

Overwegende dat de aanhoudende activiteitsinzinking in de woningbouw een onmiddellijk ingrijpen noodzakelijk maakt en dat de verwerving van talrijke recente nog niet eerder betrokken woningen een noodzakelijke en dringende voorwaarde is vooraleer aan een stimulering van de nieuwbouw kan worden gedacht;

Op voordracht van Onze Minister van het Brussels Gewest, van Onze Minister van Financiën en van Onze Staatssecretaris voor het Brussels Gewest, en op het advies van Onze Ministers die erover hebben beraadslaagd in het Ministerieel Comité voor het Brussels Gewest,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De toepassing van dit besluit is beperkt tot het grondgebied van het Brussels Gewest.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

a) **Minister** : het lid van de Executieve van het Brussels Gewest tot wiens bevoegdheid de economische expansie behoort;

b) **Woning** : het huis of appartement dat hoofdzakelijk bestemd is voor de huisvesting van een enkel gezin;

c) **Inkomen** : het aan de personenbelasting onderworpen inkomen van het voorlaatste jaar voor de toezegging van de lening, hetzij van de ontlenaar en zijn echtgenoot indien zij op de datum van de leningsaanvraag gehuwd zijn, hetzij van de ontlenaar indien hij op die datum niet gehuwd is.

Art. 3. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Minister, onder de bij dit koninklijk besluit gestelde voorwaarden, een tussenkomst verlenen in de hoofdsom en de last van de leningen, aangegaan door particulieren met het oog op het verwerven van de eigendom van een recente woning, die voordien nooit werd bewoond.

Art. 4. De ontlenaar noch zijn echtgenoot mogen, op de datum dat de lening hen door de kredietinstelling wordt toegezegd, een andere woning volledig in eigendom of in vruchtgebruik hebben. Voor de toepassing van deze voorwaarde wordt er geen rekening gehouden met de vervreemding van een gedeelte van de eigendom of van het vruchtgebruik tijdens de twee jaren die voormelde datum voorafgaan.

De ontlenaar moet er zich tevens toe verbinden de te verwerven woning volledig te bewonen met zijn gezin en er zijn hoofdverblijf te vestigen binnen de zes maanden van de datum van de leningsakte en dat gedurende ten minste vijf jaar. Hij mag ze bovendien gedurende dezelfde termijn niet vervreemden noch ze geheel of gedeeltelijk in huur geven. Deze verbintenis vervalt van rechtswege bij overlijden van de ontlenaar of van zijn echtgenoot.

Zijn inkomen mag het bedrag van 1 500 000 frank niet overschrijden.

Art. 5. De lening bestemd voor de in artikel 3 bedoelde verrichting moet ten minste 1 miljoen frank bedragen. Zij moet aangegaan zijn bij een openbare kredietinstelling of bij een instelling die onderworpen is aan de controle ingesteld bij het koninklijk besluit nr. 225 van 7 januari 1936 tot reglementering van de hypothecaire leningen en tot oprichting van de controle op de ondernemingen van hypothecaire leningen.

De tussenkomst kan slechts worden toegestaan voor zover de toezegging van de lening door de kredietinstelling is gegeven na 1 juli 1981 en vóór 1 januari 1983.

Art. 6. § 1. De tussenkomst in de leninglast is gelijk aan :

1° een eenmalige premie van 100 000 frank,

2° het verschil tussen :

— enerzijds, de op basis van de werkelijke netto-rentevoet berekende vaste mensualiteit voor de afbetaling op twintig jaar van de lening die beperkt is tot maximum 2 000 000 frank en bestemd voor de in artikel 3 bedoelde verrichting;

— d'autre part, la mensualité fixe, calculée sur la base du taux d'intérêt réel net diminué de 2 p.c., qui est relative au même emprunt, ou à la même tranche de celui-ci, étant entendu qu'ainsi réduit, ce taux d'intérêt net ne peut être inférieur à 8 p.c.

§ 2. Lorsque, à la date de la demande et aux conditions fixées par le Ministre, l'emprunteur, son conjoint ou un ascendant ou descendant cohabitant avec lui, a été reconnu atteint d'une insuffisance ou diminution de capacité physique ou mentale d'au moins 66 p.c. du chef d'une ou de plusieurs affections, la prime mentionnée au § 1, 1^o, est augmentée jusqu'à 125 000 francs et les 8 p.c., repris au § 1, 2^o, sont diminués jusqu'à 7 p.c.

Art. 7. La demande d'obtention de l'intervention dans les charges de l'emprunt doit être introduite auprès de l'Administration du Logement, par l'organisme de crédit qui a consenti le prêt.

Copie de la demande d'obtention de l'intervention dans les charges de l'emprunt doit en outre être adressée au Ministre dans le même temps qu'elle est introduite auprès de l'Administration du Logement.

Elle doit, sous peine de nullité, être envoyée sous pli recommandé, accompagné des documents ci-après :

a) l'identité et l'adresse complète de l'emprunteur, de son conjoint et des ascendants ou descendants cohabitants, ainsi que l'adresse du logement faisant l'objet de l'emprunt;

b) la promesse d'octroi du prêt émanant de l'organisme de crédit avec mention de la date de cette promesse;

c) une énumération de toutes les conditions du prêt, accompagnée, pour autant que le prêt soit également destiné à une opération autre que l'opération visée à l'article 3, d'une ventilation des diverses tranches de prêt, basée sur le rapport estimatif;

d) le calcul de la différence visée à l'article 6, éventuellement par tranche de prêt si plusieurs taux d'intérêt sont appliqués, pour autant que ceux-ci s'élèvent tous à plus de 8 p.c. ou de 7 p.c. suivant le cas;

e) soit le tableau de remboursement dressé sur base de la convention de prêt effective, soit, si le prêt est remboursable par tranches périodiques fixes comprenant tant le remboursement que les intérêts, la stipulation des montants réels à payer par l'emprunteur sans l'intervention, soit, si le prêt est remboursé d'une autre façon, la mention du mode de remboursement, de même que des sommes réelles à payer par l'emprunteur sans l'intervention au cours de chacune des cinq premières années;

f) le cas échéant, une attestation relative à la reconnaissance visée à l'article 6, § 2;

g) un certificat du Ministère des Finances, Administration du Cadastre, relatif aux droits sur un ou plusieurs logements dont l'emprunteur et son conjoint sont titulaires ou auxquels ils ont renoncé, avec indication de la nature et de la quotité de ces droits;

h) une déclaration de l'emprunteur selon laquelle, d'une part, il respectera, l'engagement souscrit conformément à l'article 4, alinéa 2, et d'autre part, il consentira à ce que les délégués du Ministre ayant le Logement dans ses attributions de même que l'organisme de crédit contrôlent que ledit engagement a effectivement été respecté;

i) une copie certifiée conforme de l'avertissement-extrait de rôle relatif aux revenus, ainsi qu'une déclaration par laquelle l'emprunteur et son conjoint autorisent le Ministère des Finances, Administration des Contributions Directes, à délivrer tous renseignements concernant leurs revenus à l'Administration du Logement, en vue de l'obtention de l'intervention dans les charges de l'emprunt;

j) une attestation du bourgmestre que l'habitation faisant l'objet de la demande d'une intervention n'a jamais été occupée.

Art. 8. Lorsque l'Administration du Logement est en possession de la demande complète, la promesse portant octroi provisoire de l'intervention instituée par le présent arrêté ou le refus de cette intervention est notifiée à l'organisme de crédit et à l'emprunteur, dans l'ordre chronologique des demandes introduites en conformité avec l'article 7. Est considérée comme date de la demande, la date que a été apposée sur le pli recommandé, par les soins de la poste.

— anderdeels, de op basis van de met 2 pct. verminderde werkelijke netto-rentevoet berekende vaste mensualiteit van dezelfde lening, met dien verstande dat die verminderde netto-rentevoet niet minder mag bedragen dan 8 pct.

§ 2. Wanneer de ontlenaar, zijn echtgenote of een inwonende ascendent of descendent op de datum van de aanvraag en onder de door de Minister bepaalde voorwaarden, erkend is als voor ten minste 66 pct. getroffen door ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen, wordt de in § 1, 1^o, vermelde premie verhoogd tot 125 000 frank en wordt het in § 1, 2^o, vermelde percentage van 8 teruggebracht op 7.

Art. 7. De aanvraag tot het bekomen van de tussenkomst moet bij het Bestuur voor de Huisvesting worden ingediend door de kredietinstelling die de lening heeft toegezegd.

Op hetzelfde ogenblik dat ze bij het Bestuur voor de Huisvesting wordt ingediend dient daarenboven aan de Minister copie te worden toegezonden van de aanvraag tot het verkrijgen van de tussenkomsten in de lasten van de lening.

Zij moet, op straffe van nietigheid, per aangetekende zending worden ingediend en vergezeld zijn van de volgende documenten :

a) de identiteit en het volledig adres van de ontlenaar, zijn echtgenoot en de inwonende ascendenten of descendenten alsmede het adres van de woning waarop de lening betrekking heeft;

b) de toezegging van de lening door de kredietinstelling, met vermelding van de datum van de toezegging;

c) een opsomming van alle voorwaarden van de lening alsmede voor zover de lening tevens bestemd is voor een andere dan de in artikel 3 bedoelde verrichting, een uitsplitsing van de onderscheiden gedeelten der lening, op basis van het schattingsverslag;

d) de berekening van het in artikel 6 bedoelde verschil, eventueel per schijf van de lening indien verschillende rentevoeten worden toegepast, voor zover deze alle meer bedragen dan, 8 pct. of 7 pct., naargelang het geval;

e) hetzij de aflossingstabel, opgemaakt op grond van de werkelijke leningsovereenkomst, hetzij, indien de lening terugbetaalbaar is met vaste periodieke tranches waarin zowel de aflossing als de intresten begrepen zijn, de vermelding van de door de ontlenaar werkelijk te betalen sommen zonder de tussenkomst, hetzij, indien de lening op een andere wijze wordt terugbetaald, de vermelding van de terugbetalingswijze alsmede van de door de ontlenaar gedurende ieder der eerste vijf jaar werkelijk te betalen sommen zonder de tussenkomst;

f) desgevallend, een attest van erkenning van de in artikel 6, § 2, bedoelde lichamelijke of geestelijke ontoereikendheid;

g) een attest van het Ministerie van Financiën, Administratie van het Kadaster, betreffende de rechten over één of meerdere woningen waarvan de ontlenaar en zijn echtgenoot titularis zijn of waarvan zij hebben afgezien, met vermelding van de aard en het aandeel in deze rechten;

h) een verklaring van de ontlenaar dat hij enerzijds, de overeenkomstig artikel 4, tweede lid, onderschreven verbintenis zal naleven en anderzijds instemt met het toezicht op de naleving van die verbintenis gedurende de in hetzelfde lid bedoelde periode door de afgevaardigden van de Minister tot wiens bevoegdheid de Huisvesting behoort en door de kredietinstelling;

i) een voor eensluidend verklaard afschrift van het aanslagbiljet betreffende het inkomen, alsmede een verklaring waarbij de ontlenaar en zijn echtgenoot machtiging verlenen aan het Ministerie van Financiën, Administratie der Directe Belastingen, om alle inlichtingen betreffende hun inkomen aan het Bestuur der Huisvesting te verstrekken, met het oog op het bekomen van de tussenkomst;

j) een attest van de burgemeester dat de woning waarvoor de aanvraag om een tussenkomst wordt ingediend, nooit eerder bewoond is geweest.

Art. 8. Wanneer het volledig dossier bij het Bestuur voor de Huisvesting is ingediend, wordt de belofte houdende voorlopige toezegging of de weigering van de bij dit besluit ingestelde tussenkomst in volgorde van de data der overeenkomstig artikel 7 ingediende aanvragen ter kennis gebracht van de kredietinstelling en de ontlenaar. Als datum van de aanvraag wordt beschouwd de door de postbode op de aangetekende zending gestempelde datum.

L'intervention ne peut être accordée définitivement qu'après que l'organisme de crédit ou le notaire aura transmis à l'Administration du Logement une attestation de l'acte de prêt. Cette promesse définitive doit également être notifiée à l'organisme de crédit et à l'emprunteur.

L'intervention est accordée par semestre pendant cinq ans pour la subvention intérêt et de façon unique pour la prime, soit à partir du paiement par l'emprunteur à l'organisme de crédit de la première mensualité, soit à partir du 1^{er} janvier 1982 au cas où la première mensualité a déjà été liquidée avant cette date.

Elle sert :

— d'une part, à réduire le montant emprunté à concurrence du montant total de la prime unique consentie;

— d'autre part, pour ce qui concerne la subvention intérêt, à régler en partie les remboursements contractuels au taux d'intérêt réel et, dans l'éventualité où ces remboursements auraient déjà été réglés intégralement par l'emprunteur, l'organisme de crédit est tenu de la verser à ce dernier.

Art. 9. Au début de chaque semestre, les organismes de crédit doivent introduire auprès de l'Administration du Logement un état d'avancement des prêts ou des tranches de prêts qu'ils ont consentis et qui ont fait l'objet de la promesse définitive visée à l'article 8, alinéa 2.

Sur base de ces renseignements, seront versés chaque semestre aux organismes de crédit :

1° les montants des primes déduites du principal dû par les emprunteurs à ces organismes de crédit;

2° pendant une période de cinq ans, comme visé à l'article 8, alinéa 3, les montants de l'intervention dans les charges de l'emprunt que ces organismes de crédit, soit, versent immédiatement au compte des emprunteurs concernés, soit, déduisent des sommes qui leur sont encore dues par les emprunteurs.

Les sommes qui figurent à la situation des prêts et dont l'exactitude a été établie sont ordonnancées par le Ministre.

Au cours des cinq premières années après la date de passation de l'acte de prêt, les organismes de crédit notifient à l'Administration du Logement toute modification apportée aux conditions reprises dans l'acte de prêt, et ce préalablement à celle-ci. Ils informent directement l'Administration précitée de tout paiement anticipé ayant eu lieu pendant ladite période.

Art. 10. Le respect de l'engagement visé à l'article 4 et l'exactitude des renseignements délivrés et des déclarations faites conformément aux dispositions du présent arrêté sont contrôlés par l'Administration du Logement et l'organisme de crédit, lequel informe l'Administration précitée des faits qu'il constate.

Les administrations compétentes du Ministère des Finances délivrent, d'une part, sur demande de l'emprunteur et de son conjoint, le certificat visé à l'article 7, alinéa 2, g, et, d'autre part, moyennant l'autorisation de ceux-ci, les renseignements relatifs à leurs revenus, dont question sous la lettre i) au même alinéa.

Art. 11. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions du Code pénal ou de poursuites judiciaires en application de l'arrêté royal du 31 mai 1933, le bénéficiaire des interventions versées en vertu du présent arrêté est tenu de les rembourser à la Région :

a) en cas d'obtention du bénéfice de l'intervention sur la foi de données ou de déclarations inexactes ou incomplètes;

b) en cas de manquement à l'engagement souscrit en conformité avec l'article 4, alinéa 2, à moins de circonstances graves et exceptionnelles, dont le Ministre est juge.

§ 2. Les sommes à rembourser à la Région sont à verser au Fonds d'Expansion économique et de Rénovation régionale, article 60.01.A, partie I — Dépenses courantes — du titre IV du budget de la Région bruxelloise.

Le recouvrement est confié à l'Administration de la Taxe sur la Valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, laquelle agit en conformité avec les dispositions de l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1981.

De tussenkomst kan slechts definitief worden toegezegd nadat door de kredietinstelling of de notaris een attest van leningsakte aan het Bestuur voor de Huisvesting is overgemaakt. Deze definitieve toezegging wordt eveneens ter kennis gebracht van de kredietinstelling en de ontlenaar.

De tussenkomst wordt toegekend per semester gedurende vijf jaar voor de intrestsubsidie en éénmalig voor wat de premie betreft, hetzij vanaf de betaling van de eerste mensualiteit door de ontlenaar aan de kredietinstelling, hetzij vanaf 1 januari 1982 indien de eerste mensualiteit reeds vóór die datum werd vereffend.

Zij dient :

— enerzijds om het ontleende bedrag te verminderen ten belope van het volledig bedrag van de toegestane éénmalige premie;

— anderzijds, om gedeeltelijk de contractuele aflossingen tegen de werkelijke rentevoet te vereffenen voor wat betreft de intrestsubsidie. Indien deze reeds integraal door de ontlenaar vereffend zijn, moet de tussenkomst door de kredietinstelling aan de ontlenaar betaald worden.

Art. 9. In het begin van ieder semester dienen de kredietinstellingen bij het Bestuur voor de Huisvesting een vorderingsstaat in, betreffende de door hen toegestane leningen of gedeelten ervan die het voorwerp hebben uitgemaakt van de in artikel 8, tweede lid, bedoelde definitieve toezegging.

Op basis van de ingediende vorderingsstaten stort het Gewest ieder semester aan de kredietinstellingen :

1° de bedragen van de premies, die door deze kredietinstelling in mindering worden gebracht van de hen door de ontleners verschuldigde hoofdsom;

2° de bedragen van de tussenkomst in de intrestlasten gedurende de periode van vijf jaar zoals bedoeld in artikel 8, derde lid, die door de kredietinstellingen onmiddellijk ofwel op de rekening van de betrokken ontleners worden geboekt, ofwel in mindering worden gebracht van de hen door de ontleners nog verschuldigde sommen.

De in de vorderingsstaten vermelde en juist bevonden bedragen worden betaalbaar gesteld door de Minister.

Gedurende de eerste vijf jaar na de datum van het verlijden van de leningsakte stellen de kredietinstellingen het Bestuur voor de Huisvesting vooraf in kennis van elke wijziging die zal worden aangebracht aan de voorwaarden, vermeld in de leningsakte. Zij brengen voormeld Bestuur tevens onmiddellijk op de hoogte van elke vervroegde terugbetaling gedurende dezelfde periode.

Art. 10. Het toezicht op het nakomen van de in artikel 4 bedoelde verbintenis en op de juistheid van de overeenkomstig dit besluit verstrekte inlichtingen en verklaringen wordt uitgeoefend door het Bestuur voor de Huisvesting en de kredietinstelling, die voormeld bestuur in kennis stelt van haar bevindingen.

De bevoegde besturen van het Ministerie van Financiën verstreken eensdeels, op verzoek van de ontlenaar en zijn echtgenoot, het in artikel 7, tweede lid g) bedoelde attest en anderdeels, met hun machtiging, de inlichtingen betreffende het inkomen, bedoeld in lettera i) van hetzelfde lid.

Art. 11. § 1. Onverminderd de bepalingen van het Strafwetboek of de gerechtelijke vervolgingen in toepassing van het koninklijk besluit van 31 mei 1933 is de begunstigde van de krachtens dit besluit betaalde tussenkomst verplicht deze aan het Gewest terug te storten :

a) wanneer de tussenkomst werd genoten op grond van onjuiste of onvolledige gegevens of verklaringen;

b) wanneer inbreuk werd gepleegd op de verbintenis onderschreven overeenkomstig artikel 4, tweede lid, behoudens in ernstige en buitengewone omstandigheden waarover de Minister oordeelt.

§ 2. De aan het Gewest terug te storten bedragen dienen gestort te worden ten voordele van het Fonds voor Economische Expansie en Regionale Reconvertie, artikel 60.01.A, deel I — lopende uitgaven — Titel IV, van de begroting van het Brussels Gewest.

De invordering wordt toevertrouwd aan het Bestuur voor de Belasting over de Toegevoegde Waarde, der Registratie en Domeinen dat handelt overeenkomstig artikel 3, van de domaniale wet van 22 december 1949.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1981.

Art. 13. Notre Ministre de la Région bruxelloise, Notre Ministre des Finances et Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 4 septembre 1981.

BAUDOQUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Région bruxelloise,

A. DEGROEVE

Le Ministre des Finances,

R. VANDEPUTTE

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

Mme L. DE PAUW-DEVEEN

F. 81 — 1741

4 SEPTEMBRE 1981. — Arrêté royal instituant, pour la Région bruxelloise, une intervention dans les charges des prêts hypothécaires, contractés par des particuliers en vue de la construction d'habitations neuves et de l'acquisition d'habitations sur plans

BAUDOQUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979, notamment l'article 2, 2°;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières de la politique d'expansion économique régionale et de la politique industrielle et énergétique où une politique régionale différenciée se justifie, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967, relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté royal du 5 octobre 1961, relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu la loi contenant le budget de la Région bruxelloise;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et modifiées par la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 3, § 1er;

Considérant qu'une intervention dans l'emprunt en vue de l'acquisition d'un premier logement neuf, est une mesure nécessaire et urgente afin de contribuer à la relance dans le secteur de la construction;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Région bruxelloise, de Notre Ministre des Finances et de Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Comité ministériel de la Région bruxelloise,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'application du présent arrêté est limitée au territoire de la Région bruxelloise.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

a) **Ministre** : le membre de l'Exécutif de la Région bruxelloise qui a l'expansion économique dans ses attributions;

b) **Logement** : la maison ou l'appartement qui est destiné en ordre principal au logement d'une seule famille;

c) **revenus** : les revenus passibles de l'impôt des personnes physiques, pour l'avant-dernière année précédant l'octroi du prêt, soit de l'emprunteur et de son conjoint si ceux-ci sont mariés à la date de la demande de prêt, soit de l'emprunteur s'il n'est pas marié à cette date;

d) **date du début des travaux de construction** : première mise en œuvre de matériaux de construction à l'endroit où l'habitation ou le bâtiment dont l'habitation fait partie, doit être construit.

Art. 13. Onze Minister van het Brussels Gewest, Onze Minister van Financiën en Onze Staatssecretaris voor het Brussels Gewest, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 4 september 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van het Brussels Gewest,

A. DEGROEVE

De Minister van Financiën,

R. VANDEPUTTE

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,

Mevr. L. DE PAUW-DEVEEN

N. 81 — 1741

4 SEPTEMBER 1981. — Koninklijk besluit tot instelling, voor het Brussels Gewest, van een tussenkomst in de last van de hypothecaire leningen aangegaan door particulieren met het oog op het oprichten van nieuwe woningen en het kopen van woningen op plan

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet tot oprichting van de voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd op 20 juli 1979, inzonderheid op artikel 2, 2°;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de aangelegenheden inzake het beleid van gewestelijke economische expansie en van het industrieel en energiebeleid waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967, betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van subsidies;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1961, betreffende de administratieve en budgettaire controle;

Gelet op de wet houdende de begroting van het Brussels Gewest;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 en gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Overwegende dat een tussenkomst in de lening voor de verwerving van een eerste en nieuwe woning een noodzakelijke en dringende maatregel is teneinde bij te dragen tot de relance van de bouwnijverheid;

Op de voordracht van Onze Minister van het Brussels Gewest, Onze Minister van Financiën en van Onze Staatssecretaris voor het Brussels Gewest, en op het advies van Onze Ministers die erover hebben beraadslaagd in het Ministerieel Comité voor het Brussels Gewest,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De toepassing van dit besluit is beperkt tot het grondgebied van het Brussels Gewest.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

a) **Minister** : het lid van de Executieve van het Brussels Gewest tot wiens bevoegdheid de economische expansie behoort;

b) **woning** : het huis of appartement dat hoofdzakelijk bestemd is voor de huisvesting van een enkel gezin;

c) **inkomen** : het aan de personenbelasting onderworpen inkomen van het voorlaatste jaar voor de toezegging van de lening, hetzij van de ontlenaar en zijn echtgenoot indien zij op de datum van de leningsaanvraag gehuwd zijn, hetzij van de ontlenaar indien hij op die datum niet gehuwd is;

d) **datum van aanvang der bouwwerken** : de datum waarop, waar de woning of het gebouw waarin de woning gelegen is, een aanvang werd gemaakt met het verwerken van bouwstoffen.